

2007

BUDGET FÉDÉRAL



Le budget fédéral de 2007 et les femmes

Le budget ne fait rien ou si peu pour faire avancer l'égalité des femmes, ni pour aborder les enjeux qui leur tiennent à cœur.

Bien que le budget fédéral contienne de nombreux changements fiscaux et accorde du financement à quelques nouveaux programmes, il cible d'abord et avant tout les contribuables au revenu élevé. Ce fait est important, car le revenu moyen des femmes travaillant à temps plein pour une année complète s'élève à 36 500 \$. Cela n'équivaut qu'à 71 % de ce que gagnent les hommes, avec le même nombre d'heures (2003). De nombreuses initiatives proposées dans le budget sont des crédits d'impôt non remboursables. Autrement dit, ceux qui ne paient pas d'impôts ne reçoivent aucun avantage, et cela inclut le crédit d'impôt pour enfants. Les femmes forment une part disproportionnée des personnes à faible revenu. En 2003, le taux de pauvreté était de 49 % pour les mères monoparentales, comparativement à 20 % pour les pères seuls.

Le partage du revenu (à des fins d'impôt seulement) pour les retraités n'assure pas aux femmes âgées ou à la retraite un revenu indépendant. De fait, la mesure fiscale ne change rien pour les personnes âgées les plus pauvres du Canada – les veuves.

Une bonne partie des initiatives budgétaires sont des transferts à d'autres paliers de gouvernement. Cet argent est accordé sans normes fédérales garantissant que tous les Canadiens aient accès de façon égale à des programmes et à des services sociaux essentiels de haut niveau. La vision idéologique du gouvernement conservateur fédéral, qui est de réduire le rôle du gouvernement, n'est pas partagée par les femmes. Les femmes et les enfants sont les plus grands utilisateurs de la plupart des programmes sociaux du Canada et nous devons savoir avec certitude que ces services respecteront des normes communes. Nous

devons aussi savoir que l'argent donné d'une main ne sera pas repris de l'autre.

Les baisses d'impôts, nombreuses dans ce budget, entraînent une perte de revenus qui permettraient au gouvernement d'élargir et d'améliorer les programmes sociaux et les services publics dont les femmes ont besoin.

Le nouvel argent accordé à Condition féminine Canada (CFC) ne sert pas à des dépenses de fonctionnement – le financement retiré l'année dernière. Il sert plutôt au financement de programmes et de partenariats, sans modifier les conditions exigées pour recevoir du financement de CFC. Autrement dit, des entreprises privées pourraient recevoir de l'argent de CFC, tandis que beaucoup d'organisations sans but lucratif n'auront rien. Par exemple, certains refuges pour les femmes et leurs enfants, où travaillent des membres du SCFP, pourraient perdre leur financement, mais Honda Canada pourrait obtenir du financement pour un programme de formation destiné aux femmes. Et les organisations qui reçoivent du financement ne peuvent pas faire de lobbying au nom des femmes qu'elles servent. Pourtant, parce qu'elles sont aux premières lignes, elles sont les mieux placées pour le faire. Le gouvernement conservateur fédéral continue à étouffer l'opposition à ses idées en matière d'égalité et de droits de la personne.

La grille sexospécifique est absente de ce budget fédéral. Bien que le mot « femmes » soit mentionné à plusieurs reprises dans les documents budgétaires, les effets du budget sur les femmes seront durs. L'égalité des femmes n'a pas progressé. Les besoins des femmes, incluant l'équité salariale, l'égalité en emploi et des services de garde à l'enfance à coût abordable, universels et réglementés, sont ignorés.